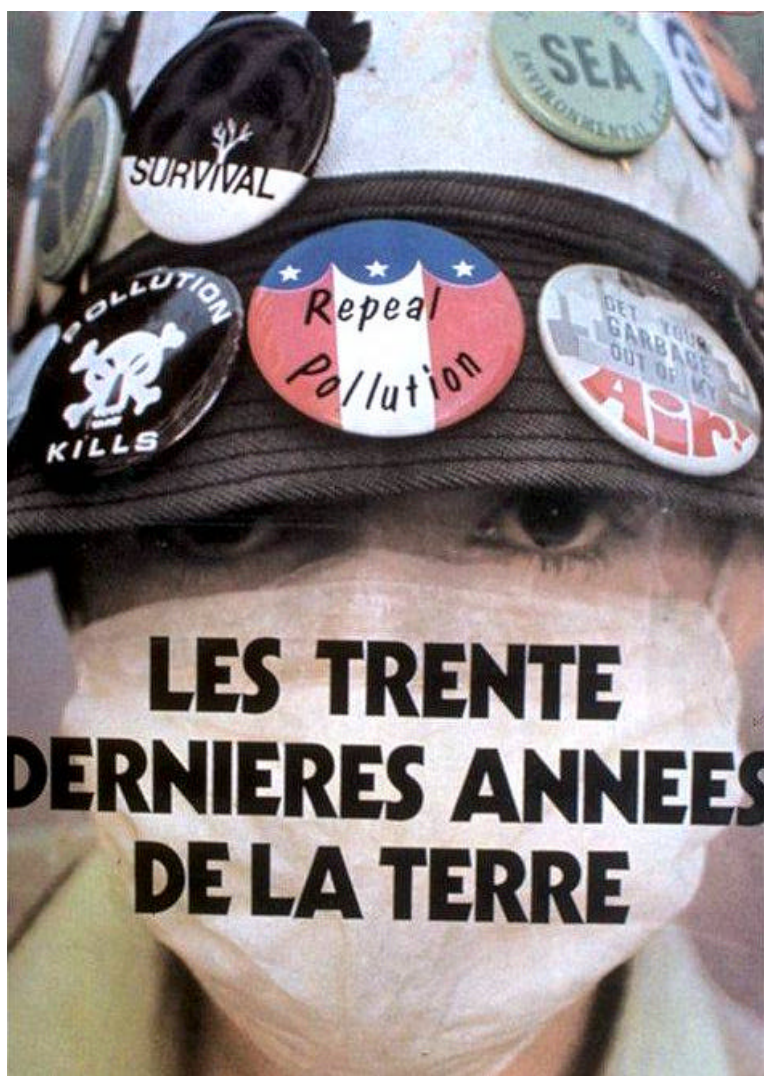


Chapitre 8 Le POUVOIR et le TABOU : la démocratie.

Entre le zéro et l'infini ...

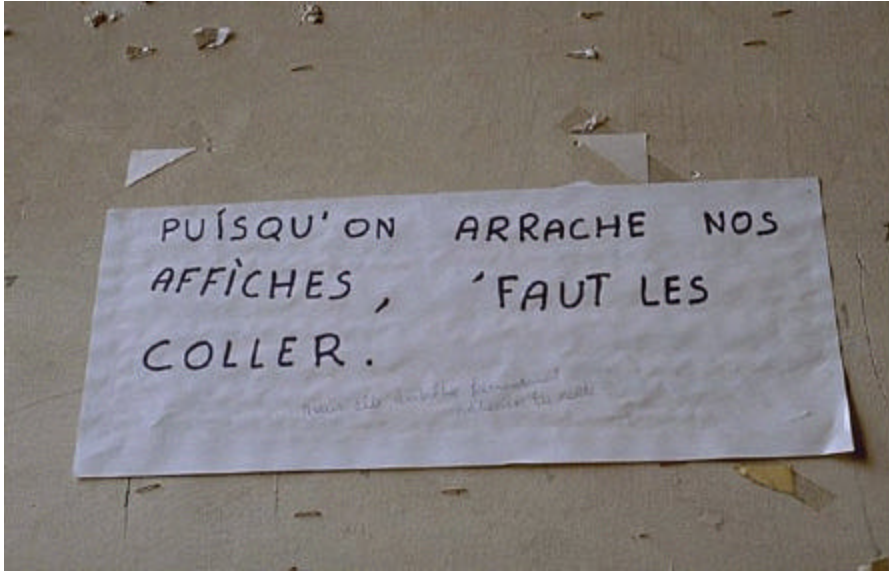




avec des personnalités



politiques



affichage libre

"La grande leçon des dernières décennies, que d'autres avaient déjà pressentie mais que notre démocratie a confirmée, c'est que personne n'est plus intelligent que tout le monde".

Michel ROCARD

La bande des sept, au complet, autour d'une table. Chacun compulse des documents à classer encore et des textes qui rentrent peu à peu. JULES interroge, ou s'interroge : Vous croyez qu'on aura fini notre bouquin à temps ? L'éditeur nous laisse un délai d'à peine deux mois et il réclame un texte complet et informatisé.

GEORGES : C'est vrai, nous sommes en pleine explosion ces jours-ci. Nous trouvons encore des collaborateurs, des jeunes utiles à consulter, à interviewer, donc le sujet grandit. Et nous-mêmes, nous avons peu le temps d'écrire, entre deux réunions de coordination.

JACQUELINE, pas contente: Dites tout de suite que rien n'avance !

- . Non, cela avance trop !

- Alors, au lieu de tergiverser sur le travail, voyons où nous en sommes et quoi faire !

- L'école ... et la politique ?

- La politique ... et l'école ?

- . C'est le moment d'en parler, de ce tabou ? Sommes-nous assez mûrs dans notre sujet au point de libérer le lecteur du tabou ?

- Et le lecteur, est-il mûr pour cette libération ?

- Sûrement pas plus que nous. Nous devons donc nous libérer ensemble...

JULES : J'ai des arguments dans ce sens.

- Alors, développe !

- Pour vaincre un tabou, il faut l'analyser soi-même, puis le mettre en conscience chez les gens et enfin, les amener à vivre et agir sans plus être empoisonnés par son aliénation. C'est pas facile. La preuve en est pour l'école et ... la politique.

MICHEL. Je me demande pourquoi nos civilisations occidentales, organisées, industrielles, riches, coloniales et dominantes ont dû aller chercher ... ce mot ... "tabou" en ... Polynésie ? ...

- Sans doute parce que leur inconscient collectif avait peur de l'inventer dans leurs langues propres !

- On a déjà fait allusion à la circulaire LAROCK de 1947 sur la neutralité. Personne ne la connaît. Elle enfonce pourtant un clou - pas assez long - dans le pneu épais de la "neutralité", elle avoue que le prof ne peut être asexué politique et que, consciemment ou non, ses idées doivent transparaître. Autant qu'il les donne, comme ça, pourvu qu'il ne les impose pas !

- Pourvu qu'il en ait !

- Aujourd'hui encore, l'enseignement "communautaire" s'oblige - par une sorte de masochisme - à être "neutre", asexué. Le tabou subsiste entier et c'est scandaleux. La politique serait-elle donc une chose aussi dépravée que le sexe ? Je pense ici à l'inconscient de la majorité silencieuse !

Le groupe s'excite, les commentaires fusent.

- On se souvient de la phrase : "Si tu ne t'occupes pas de politique, elle s'occupera de toi !".

- CHURCHILL avait dit aussi en 1947, quand le parlement britannique l'avait minorisé : "Le plus mauvais des systèmes politiques est le régime parlementaire, ... en dehors des autres"...

- Et certains de nos élus prétendent encore - au nom de je ne sais quel libéralisme - que l'école ne peut pas former à la politique !

GEORGES veut conclure : Bref, nous semblons d'accord pour admettre que l'école doit former le futur citoyen à la réalité politique. Des méthodes existent et sont pratiquées dans cette optique, même si la majorité des gens n'a pas encore compris le principe.

- Sois précis et concret, veux-tu ?

- D'abord, dans les cours eux-mêmes, les programmes que j'ai pu consulter inscrivent l'actualité politique dans certains cours : la morale laïque, l'option sciences sociales, l'histoire et la géographie, même si les professeurs, très souvent, ne veulent pas ou n'osent pas aborder le sujet clairement.

MICHEL : C'est trop peu de cours, trop peu de temps consacré à l'éducation politique. Il n'y a ni une volonté du pouvoir, des fonctionnaires et inspecteurs chargés d'établir les programmes, ni de la majorité des professeurs, donc pas de motivation dans ce but.

- Quel retard sur le "parascolaire" !

- Il faudra en reparler dans le livre, mais déjà, dans ce domaine politique, je veux préciser quelques initiatives que certaines écoles ont multipliées : des dialogues contradictoires entre hommes politiques invités, soit sur des sujets d'actualité choisis par les jeunes ou les animateurs, soit sur des sujets auxquels les auditeurs sont particulièrement attachés, comme le débat du 22 avril 88 sur "Les jeunes et la politique", avec des représentants de tous les partis bruxellois qui furent harcelés par une salle, au sujet de la fermeture prochaine de leur école (une séquence vidéo en montre le côté dramatique et intense). Les hommes politiques sont friands de ce genre de rencontres, et pas seulement dans un intérêt électoraliste.

- Peut-on ranger les tentatives et les formes de participation dans l'éducation politique ?

MICHEL arrive, lui, à conclure : essayons ...

8.1. LA DEMOCRATIE DANS ... L'ECOLE

... J'ai reçu d'Augustin GOLARD une série de fiches très claires, précises sur une expérience de gestion associative. Il fut longtemps professeur à l'Athénée Rabelais, animateur, nous l'avons vu, pour les Saisons Culturelles. Mais son "maiden work" tient au rôle qu'il joua, grosso modo de 1965 à 1974 dans le Conseil des profs et dans la gestion associative. Voilà une histoire dont nous pouvons tirer des leçons ... AUGUSTIN nous écrit , sans oublier de citer un de ses maîtres à penser :

Le drame de notre système scolaire est le produit de trente années d'indifférence aux exigences quotidiennes, modestes mais décisives, de sa gestion.

Michel ROCARD

"... Un Comité d'élèves avait été créé en ... **1964**. Michel GHEUDE le présidait. Les délégués avaient un véritable statut diplomatique auprès du Préfet JERONNEZ, un homme de caractère et capable d'initiatives démocratiques.

En 1967, ce dernier mit sur pied un Comité de "cogestion" soutenu par les élèves, mais suivi par une toute petite minorité de professeurs. Cette formule ne survécut pas à mai 68. L'ensemble du personnel adhéra à une Conseil des professeurs et éducateurs, aux statuts assez frileux, et dont les délégués mirent cinq ans à trouver le dialogue avec les Conseils successifs d'élèves et avec une Association de parents qui prit rapidement, elle, une tournure "progressiste". Entre-temps, le Rénové s'était mis en place, sous la houlette du nouveau Préfet Alfred MARTIN, connu pour sa diplomatie ...

Comment obtenir un consensus dans une communauté scolaire riche en contradictions ? Cela n'advint que ... six années, après 1968, au cours desquelles les groupes s'affrontèrent parfois avec quelque violence verbale.

Au début, l'association des Parents était à peine admise dans l'école par une majorité de professeurs inquiets de leurs prérogatives. Les épreuves que durent subir Magali BOULVIN, adepte de la mixité immédiate de l'école (qui était pratiquée tout naturellement par le parascolaire depuis 1960, non sans attirer les foudres des intégristes unisexistes), les HUYSECOM, les NEURAY, les MOINS, les VANDIEVOET sont à la mesure de leur patience et de leur franchise joyeuse. Ces derniers s'étaient en plus directement impliqués dans l'association des camps d'été avec un courage qu'ils transmettaient à tout le parascolaire. Notre regrettée Paulette MOINS organisait à l'école un repas espagnol dans la semaine qui précédait son décès brutal.

Le "laboratoire" parascolaire servait donc de foyer, sinon de tremplin à la difficile expérience de la cogestion. Les parents y étaient accueillis à condition qu'ils assument comme chacun toutes les responsabilités, les corvées et les comptes, les nuits froides et les fêtes, et à une autre condition, qu'ils assumèrent sans vergogne : ne pas protéger leurs rejetons plus que les autres, et ne pas être considérés comme géniteurs.

Ce mécanisme de participation eut une influence bénéfique sur la gestation de la cogestion. Voilà

pourquoi nous en parlons ici. L'association des parents servit là enfin de ciment pour l'harmonisation de la communauté scolaire.

Nous devons à Jacques VANDIEVOET, décédé récemment, mais aussi à Alex MARTIN, qui représentait intelligemment le "corpus" professoral, nous devons à leur patient dialogue, l'élaboration d'un consensus.

Le Préfet Alfred MARTIN, dans cette affaire, joua le rôle ingrat et méritant, en acceptant de perdre une partie de ses prérogatives pour couvrir le consensus.

Pour achever de désabiller les circonstances où s'institua la gestion associative, n'oublions pas de préciser que la circulaire (1970) du Ministère de l'Education empêchait précisément le chef d'Ecole de renoncer à tout abandon du pouvoir, et que la CGSP en avait conclu que toute forme de participation était exclue.

Le pouvoir étant assez loin, Alfred MARTIN choisit de transiger avec ses administrés remuants, et les syndiqués CGSP (majoritaires) qui n'avaient jamais raté de grève - grâce en soit rendue aux délégués Pierre LEGREVE et ... Jules PAQUES - ne firent aucun obstacle à une expérience née d'un lent mûrissement de toutes les composantes de la communauté de base.

... En mai 1974 enfin, le "Comité de gestion associative" s'institutionnalisa plus solidement après de longues discussions et de multiples compromis sur des statuts. Les objectifs de cette cogestion : "chercher à démocratiser les multiples aspects de la vie scolaire par la convergence des points de vue et la poursuite de l'intérêt commun ; gérer l'école par la recherche d'un large consensus, en réduisant les antagonismes de groupes ; favoriser toutes les initiatives ; diffuser l'information."

La composition du comité : le Préfet, 6 élèves, 6 parents, 6 professeurs désignés par leurs instances. La compétence est fort étendue, sauf pour le contenu des cours, réservé encore au corps enseignant. Toutefois, la gestion se préoccupe de la conception générale des études, des buts, des formes et des moyens matériels d'enseignement et d'éducation ; des rapports entre les membres de la communauté éducative, ainsi qu'avec les autorités académiques ou administratives supérieures.

Les réunions étaient publiques et les visiteurs avaient droit à la parole. Un bureau exécutif veillait à l'application des décisions prises.

"Ce ne sont généralement pas les bonnes solutions qui provoquent une bonne écoute. Mais c'est une bonne écoute qui permet d'indiquer les bonnes solutions.

M. ROCARD

Les conclusions d'AUGUSTIN :

Une école soucieuse, au-delà des connaissances et des savoir-faire qu'elle dispense, de remplir sa fonction d'initiation à la vie démocratique faillit gravement à sa tâche si elle ne se préoccupe pas d'éduquer les futurs citoyens au plein exercice de leurs droits.

Pour que cet apprentissage soit intelligent et efficace, il est indispensable que les gouvernés soient sensibilisés très tôt au débat démocratique et associés très vite aux décisions qui les concernent dans leur sphère d'action comme dans leur cadre de vie.

Urgence de dépasser l'anesthésie généralisée et la passivité stupide auxquelles tout pouvoir voudrait réduire les individus.

C'est à travers la démocratie vécue qu'un peuple apprend à assumer son destin. C'est donc ce qu'il convient de proposer aux jeunes. Ce qui revient à encourager: le besoin de participer ; l'exercice de l'esprit critique ; le sens et le goût du dialogue ; le désir d'assumer ses responsabilités, de gérer son autonomie; la volonté de réaliser, autant que faire se peut, le consentement collectif ... et quand le consensus n'est pas possible, il reste au moins les bienfaits que chacun peut tirer de l'obligation qui lui est faite d'explorer, à travers certaines convergences ou certains clivages, le contenu et les contours d'un problème ...

Le Conseil de Gestion associative a constitué, à Ixelles, ce lieu de rencontre irremplaçable, le seul qui garantisse l'équilibre humain et la loyauté des échanges, donc des jugements et des conclusions mieux fondés en raison. Dans une école-parlement, chaque membre de la communauté s'exerce à l'expression et au dialogue. Et sur tous les problèmes jugés opportuns, s'affrontent les opinions nécessaires, diverses et adverses, et les options souhaitables, et jusqu'aux suggestions spontanées et aux sentiments indistincts. Là, se mesurent les progrès accomplis et se fixe la trace de ce progrès. Car, à la faveur d'entretiens fréquents, et souvent éprouvants, s'opère un nécessaire travail de maturation et de transmission des idées. Il ne s'agit de rien de moins que de vaincre les inerties, les malentendus, les gênes inconscientes et de substituer à la hâte de la parole, à l'intransigeance du jugement, à la tyrannie du décret, la lente croissance d'une conviction unanime, la seule féconde au bout du compte, si, au-delà des réticences, des hésitations, des heurts, des arrêts qui l'ont engendrée, elle réalise à la fin, dans un climat de responsabilité et de solidarité assumées, sa traduction modèle en actes de progrès !

L'expérience autogestionnaire, entreprise à Ixelles, a avorté, victime d'une récupération bureaucratique prévisible de la part des institutions en place et des corps constitués ! Mais ce sont des opérations analogues, fussent-elles microscopiques, qui sont seules susceptibles de transformer, de proche en proche et en profondeur, la société jusqu'à lui permettre d'accéder un jour à une démocratie adulte et solidaire.

"Le développement est le fruit d'attitudes culturelles positives devant le changement technique. Il prend son essor par la multiplication des initiatives créatrices de la société toute entière, accompagnées certes par l'Etat, mais non prédéterminées par lui car il en est par nature incapable".

M. ROCARD

8.2. ... C'EST COMME LE VELO ...

JULES et GEORGES, vieux collègues et amis d'Augustin GOLARD, sont apostrophés par JACQUELINE sur les (in)attendus du sujet.

- Quelle fut la position du syndicaliste devant la "gestion associative"?

JULES : La CGSP de Bruxelles avait voté, pour s'opposer à la circulaire sur la G.A., une résolution assez dure "enjoignant" aux affiliés de ne pas se mouiller dans cette forme de récupération, de fausse démocratie.

GEORGES : Nous étions un peu coincés à Ixelles, car la participation au pouvoir était réelle, malgré les six voix accordées au Préfet. Les profs de gauche, majoritaires dans cette école très syndiquée, étaient perplexes. Ils ont pris position selon leurs sentiments à ce moment : certains contre, d'autres prudemment pour, et enfin les participatifs. Il ne fallait pas laisser le pouvoir à la "droite". Les élèves et les parents avaient besoin de notre appui ...

- Je dois à la vérité de dire encore que les statuts de la G.A. d'Ixelles dépassaient largement la participation accordée à la base par la circulaire du Ministère qui n'accordait en fait qu'un pouvoir consultatif aux conseils élus ...

... En définitive, cette expérience de G.A. a échoué, même dans les écoles où un consensus régnait, où diverses expériences l'avaient préparée. A Ixelles, nous avons tenu six ans.

- La cogestion avait un sens pédagogique, un zeste de dialogue, un petit côté rétro dont nous jouissions comme d'une friandise, mais sans être dupes. NATHALIE, l'ancienne élève, a retrouvé à ce sujet un exercice "d'éducation politique" conçu, discuté et rédigé dans les séminaires de l'option Sciences Sociales (trop) Appliquées. C'est la RASSA. Je crois qu'il n'a pas besoin de commentaires.

La RASSA : la "République autogérée des sciences sociales appliquées"

Constitution de base

Les professeurs chargés de cours à options et les élèves ayant choisi ces options décident librement de créer un "groupe de sciences humaines". Ce groupe repose sur des objectifs pédagogiques, sur une structure définissant sa part de liberté et de responsabilité dans l'école et sur des modalités pratiques de coordination.

A - Objectifs

- 1) L'éducation à la liberté et à la responsabilité implique une difficile et lente prise de conscience des parents, des élèves, des professeurs et des pouvoirs organisateurs;
- 2) Elle passe par le dialogue, la concertation et la coordination de groupes volontaires pour leur programme pédagogique propre ;
- 3) Elle inclut la participation aux règles globales de vie de l'école (définies par la Gestion associative) sans aliéner la liberté nécessaire à l'action pédagogique de chaque classe et de chaque professeur, ni la critique du système scolaire à tous les niveaux.

Il est souhaitable que d'autres groupes se créent sur la base d'options et se structurent à partir

des règles démocratiques et vécues, reposant sur la responsabilité et l'initiative de chacun. Ces expériences donneront à la Gestion associative de l'école des moyens complémentaires d'intéresser les membres et les groupes de la communauté, de les lier par des actions concrètes, de les solidariser au travers de "structures intermédiaires" bien définies.

B - Structure

A chaque niveau, des règles de liberté propres doivent être respectées. Mais une solidarité est nécessaire à tout niveau, intégrant et groupant ses composantes.

- 1° Entre chaque professeur et chaque classe joue une consultation directe. Aucune intervention extérieure n'est valable que sur accord des deux parties ;
- 2° Le groupe Sciences Humaines organisera la coordination volontaire entre classes et professeurs concernés : informations mutuelles sur l'avancement des travaux en classe, méthodes comparées, utilisation des programmes, recherche vers l'évaluation permanente, interdisciplinarité, interventions auprès de la Gestion associative pour obtenir une distribution équitable des moyens ;
- 3° Le groupe Sciences Humaines est solidaire de l'ensemble de la communauté scolaire. Il se réfère en définitive aux décisions de la Gestion associative pour la répartition entre options des moyens, partagés selon les normes légales et justes: budget, locaux, matériel, objectifs pédagogiques, horaire, attributions ;
- 4° Le rôle du chef d'établissement ne peut poser aucune ambiguïté : il est le délégué nommé par le "pouvoir organisateur". Il est chargé par celui-ci de communiquer **clairement** les lois et règlements et de les faire appliquer. Il n'est pas le chef élu de la communauté scolaire;
- 5° Le "pouvoir organisateur" fait endosser à ses agents, aux enseignants, une responsabilité administrative qui n'est pas équilibrée par des moyens de décision. Il ne laisse presque aucune autonomie financière à l'école. Il désigne fonctionnaires, inspecteurs et chefs d'école. Il donne une illusion de cogestion. Il ne vise à élaborer aucune forme d'autogestion. Les structures de "participation" dans l'école ne peuvent se réduire à entériner cette situation.

MICHEL qui fouillait dans les dossiers depuis quelques minutes, avec l'air de ne rien écouter, ne se prive pas d'un commentaire.

- AUGUSTIN devrait envoyer les textes à son ami Rocard, le pape de l'autogestion. Il pourrait aussi proposer à ... Ballardur de le nommer Ministre de l'Education politique. Il pourrait imiter les envolées de notre Elio di RUPO.

JACQUELINE sursaute : nous progressons en Belgique. La révolte des étudiants en 94, la création d'un dialogue entre eux, les syndicats, les parents, les technocrates, les "agoras" prévues dans les écoles.

MICHEL : éternel recommencement ...

... J'ai copie en mains d'un article du Drapeau rouge annonçant en septembre 82, un colloque de notre bonne Ligue Belge de l'Enseignement. Lisez-moi cela.

La démocratie, c'est comme le vélo : ça s'apprend

La démocratie, ça n'existe pas en soi. Comme toute chose, elle s'apprend. Tel est le point de départ de la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente, qui organise le 25 septembre, à l'université de Mons, une journée de réflexion pour la création de groupes d'expérimentation démocratique dans les écoles (GEDE).

Le but de la Ligue de l'enseignement, en organisant hier une conférence de presse, n'était pas de mettre en cause la politique de l'éducation nationale, mais de parler de son espoir dans la démocratie. Comment, interrogea-t-on G. WEIS, enseignant et membre de la Ligue, pouvez-vous espérer démocratiser l'école dans une période où nous connaissons les pouvoirs spéciaux ? Voilà qui ancrerait aussitôt le débat dans une réalité que la Ligue de l'enseignement, qui veut justement éviter que le serpent se morde la queue, reconnaît : La commission sénatoriale Wyninckx vient de montrer le risque d'un "pouvoir fort" en Belgique : milices privées, autonomie excessive de la gendarmerie, collusion avec des polices étrangères, microfiches, liens entre les éléments de droite et l'extrême droite ... Et G. WEIS d'ajouter que dans notre pays dit démocratique, les gens ne sont pas responsables : ils ne contrôlent pas suffisamment le pouvoir.

Et cela n'est pas un hasard : les écoles, même rénovées, n'éduquent pas assez à la démocratie, c'est-à-dire à la responsabilité et à la liberté : les règlements scolaires maintiennent les élèves dans l'infantilisme et les enseignants sous la hiérarchie. Aussi la Ligue estime-t-elle de son devoir de recréer une des sources de la

démocratie : "L'école et tout le système éducatif devraient lui donner une priorité élémentaire, comme elle l'accorde à la langue maternelle et à l'arithmétique. Une priorité méthodologique".

La FAPEO (Fédération des associations de parents de l'école officielle) ne pouvait qu'adhérer à cette démarche qui se revendique du "Libre examen", elle qui a un projet d'école démocratique : non seulement pour tous les enfants, dit Mme N. Arnaud, mais surtout pour chacun, promouvant les choix individuels et collectifs, et associant les parents à l'école, car la volonté de dialogue est une amorce de démocratisation.

La journée du 25

La rencontre du 25 septembre se veut une réflexion pour la création de groupes dans les écoles (les GEDE) en leur appliquant des techniques de "sociologie appliquée" expérimentées par Alain Touraine.

Ces groupes, composés de personnes concernées par les problèmes qu'elles vivent (étudiants, enseignants, parents, autorités) se verraient proposer une analyse de ces problèmes, une confrontation de leurs réactions, et demander d'envisager des solutions et de les expérimenter.

La remise en cause, loin d'être exclue, est demandée dès ce point de départ : A. Touraine donnera son point de vue sur ces applications de sa démarche ...

C.L.

MICHEL bat le fer : Quelle fut la réaction d'Alain TOURAINE lors de cette rencontre ?

- Il buvait du petit lait, se réjouissait de notre espoir, mais posait la question du suivi. Le texte final lui plut. Il le commenta avec plaisir, non sans une pointe d'amicale ironie.

JACQUELINE : Tu ne vas pas nous faire subir ce pensum ... pense au lecteur.

- Crois-tu ? S'il a un peu de sens historique, et de volonté démocratique, il

trouvera la patience de lire ce compte rendu, d'y réfléchir, de structurer ses idées pour imaginer comment tout pourrait se passer.

CREATION DE GROUPES POUR L'EXPERIMENTATION DEMOCRATIQUE DANS L'ECOLE (G.E.D.E.)

Notre société risque dans les décennies prochaines de **glisser sur des pentes** où la démocratie, la laïcité, le libre examen ne retrouvent pas un progrès certain. L'éducation vécue est l'atout fondamental pour maintenir les acquis, faire progresser les idées et les structures.

Dans cette optique, la Ligue de l'Enseignement et de l'Education permanente lance une méthode de travail précise : Dans une phase 1, elle a fait appel à des responsables d'organisations dont l'objectif est parallèle au sien et qui communiqueront ce texte de base. A moins que la Ligue n'ait déjà un contact direct avec vous. La phase 2 (active) consiste à provoquer, à tous les niveaux de l'enseignement, la création de Groupes (volontaires) pour l'expérimentation démocratique dans l'école - G.E.D.E. - suivant des règles strictes et simples de démocratie :

Modalités pratiques de structuration :

- a) Ces groupes devraient se composer de 5 à 10 personnes, parmi lesquelles un ou des élèves, professeurs, parents, responsables (chef d'école, inspecteur, fonctionnaire, ...). Le groupe se choisit une appellation ;
- b) Le groupe adresse à la Ligue la formule de constitution ci-annexée ;
- c) Le groupe se réunit régulièrement pour

collationner les informations ;

d) Le groupe transmet ces informations à la Ligue et/ou en demande ;

e) Le groupe produit un "projet démocratique" en fonction de l'objectif qui consiste pour chaque groupe d'étude, à se transformer rapidement en cellule d'expérimentation ...

... Vous tenez compte déjà de vos expériences personnelles et de celles des organisations où vous militez, vous nous en informez pour que nous puissions informer les autres groupes. Notre rôle est de créer et de maintenir les contacts. Nous organiserons des rencontres entre différents G.E.D.E. à votre demande et dans un avenir d'un à deux ans, nous répondrons à des propositions de structuration intergroupes. Une publication des propositions envoyées par les groupes G.E.D.E. est prévue pour vous aider à faire valoir vos expériences. La Ligue l'assumera selon l'arrivée de vos textes. La table des matières sera constituée à mesure de vos communications. Bon travail, bon courage !

L'équipe fondatrice des G.E.D.E.

- Vous imaginez bien, conclut MICHEL, que ce merveilleux programme n'eut aucune suite. Nous étions des rêveurs ! Et les gens dans les écoles n'osent pas rêver.

PHILIPPE : Notre enquête ne mène pas à l'optimisme. Partout, nous voyons des gens qui luttent, qui imaginent et qui aboutissent à des impasses.

JULES : Pas tout à fait. Nos amis ont gagné des batailles, mais pas encore la guerre. C'est pour les générations suivantes. La leçon à tirer, c'est qu'il ne faut pas se laisser faire. Or, le pouvoir fait peur. Le prof, le préfet, l'inspecteur, le fonctionnaire ne peuvent pas être contredits, même quand ils abusent.

GEORGES : Mais nos amis ont pratiqué des techniques pour remettre le pouvoir à sa place, des sortes de contre-intoxications. Par exemple, dire à

brûle-pourpoint, et très gentiment, à son préfet qu'il n'est pas le chef. S'il demande pourquoi, lui rétorquer qu'il n'a pas été élu par l'école et ne représente donc que le Ministre.

- Tu blagues ?

- Non, ça marche. Comme invoquer le code officiel (dit BAUWENS) pour protéger un élève, en afficher un exemplaire au mur, le plastifier pour qu'on ne puisse l'arracher. Ou encore, écrire à son inspecteur pour lui demander de passer voir l'évolution du travail, mais en lui précisant qu'il ne peut venir à l'improviste. Et pour se montrer conciliant, l'inviter à prendre un pot avec les élèves au bistrot voisin.

PHILIPPE : Tu appelles cela contrer le pouvoir ?

- Il y a des méthodes plus élaborées. Le pouvoir peut prendre des mesures contre un professeur qui rue, mais pas contre un membre d'une association. Celui-ci peut donc se permettre des articles ou des lettres à un Ministre.

- Quelle attitude, quelles décisions doivent prendre les enseignants - en particulier de l'Etat - quand celui-ci semble enfreindre la Constitution et les lois ?

*- La réponse théorique, logique, ne souffre pas de doute : **il faut désobéir**. Mais elle ne tient pas compte des doutes, des contradictions entre les lois, des empiétements entre des institutions trop complexes. Elle néglige les pressions du pouvoir, les peurs que l'autorité fait régner sur le subordonné. Elle pose comme acquise l'intelligence quasi parfaite du citoyen.*

MOHAMADI : L'enseignant est-il armé, mentalement, sur le plan administratif pour "contrôler" le système hiérarchique ? Est-il capable, comme la déontologie le dicte, de donner à l'enseigné l'exemple de sagesse et de droiture en ajustant sa pensée et son comportement, en se dressant au besoin contre l'Etat pour faire respecter des règles essentielles, pour protéger l'élève contre des abus éventuels ?

8.3. NOUS ... AGORISONS ...

Après la vague déferlante des grèves des profs en 91/92, puis en 1996, le mouvement étudiant commencé en 1994 nous a tous tenus en haleine, nous, quelques soixante-huitards attardés, comme nous qualifient certaines mauvaises langues! Nous nous sommes essoufflés pour suivre les marches rythmées par des slogans tantôt pleins d'humour, tantôt sévères, toujours bien ciblés, parfois aussi maladroits ; nous, anciens "combattants", commentions au gré des événements, rebondissements politiques et autres, les confusions, les paradoxes, les ambiguïtés aussi, des mouvements étudiants et syndicats mais nous étions attentifs - ô combien - à ce nouveau sursaut d'une conscience collective qui criait que tout allait mal, que l'enseignement s'enlisait plus que jamais dans des boues politico-budgétaires en oubliant l'école du terrain, du vécu, celle de la vie, de "l'à venir", en oubliant surtout l'investissement nécessaire pour que l'humanité reste digne pour et grâce à ceux qui vont la prolonger.

JACQUELINE, bien avant la lecture du livre de BALCAEN, "Mouvements étudiants", postface de P. HENRY (ex-président du mouvement de la F.E.F.), discute avec MOHAMADI et d'autres ... acteurs, spectateurs du mouvement.

MOHAMADI avait reporté les rendez-vous du lundi au mardi, tant pis pour les nourritures terrestres ...

JACQUELINE : désolée mon vieux ! Mais je suis trop occupée par la finale du bouquin, je n'ai pas cuisiné aujourd'hui : Tu manges la pizza préparée hier ... elle a séché avant même de cuire !

MOHAMADI, décontracté : ne t'en fais pas, on n'est pas là pour faire un gueuleton ! Tu souhaitais que je te raconte mon engagement dans le mouvement étudiant en 1994 ? Qu'est-ce que tu veux savoir exactement ?

- Comment t'es-tu retrouvé pour Bruxelles dans la C.E.S.B. (Coordination enseignement supérieur du Brabant) ?

- J'ai envie de dire spontanément, que ce fut un hasard. Mes origines sociales, mon choix d'école, l'E.O.S., le chaos qui présidait aux premières manifs, l'organisation plus structurée dans le réseau libre, m'incitent à me présenter avec un autre candidat. Nous n'étions que deux, le chiffre magique, puisque officiellement représentatif. Donc nous avons été élus ... faute d'autres candidatures.

- Quels étaient les sujets à l'ordre du jour de chacune de vos réunions ?

- Uniquement le décret Lebrun et ,particulièrement, le regroupement des grandes écoles.

Il faut savoir que des coordinations étaient très actives qui mettaient le doigt sur des problèmes plus spécifiques d'une région à une autre ; à Liège, par exemple, les réflexions portaient sur le problème des écoles artistiques et du minerva, et, à Mons,

"Octobre brun" (voir l'ironie de leur appellation !) s'attachait au sensible problème du chômage dans la région, conséquence possible des retombées du décret.

- C'est ainsi que toi, tu as vécu toutes ces rencontres et discussions préliminaires?

- Oui. Evidemment c'est subjectif et je te raconte surtout mes impressions d'étudiant rêvant de démocratie authentique à un tournant de l'histoire de l'enseignement. Il fallait que le Ministre LEBRUN capitule, retire le décret ; il fallait revoir le financement de l'enseignement !

- Quel était, pendant cette période, le rôle de la F.E.F. ?

- Il faut savoir que la F.E.F. était la seule organisation bien structurée, émanant de l'U.C.L.. Les autres coordinations essayaient de faire face, mais contrairement à la F.E.F., elles ne disposaient pas d'un budget structurel ; en effet, la F.E.F., en plein mouvement, reçut des subsides pour son fonctionnement!

- Attention à tes assertions, MOHAMADI ! Supposons que tu aies raison!

- En outre, elle était mieux formée à la discussion, à la négociation, elle avait une très bonne connaissance des lois, elle avait indubitablement une force comme interlocutrice face aux politiques. En ce qui me concerne, j'ai beaucoup appris pendant cette période, mais j'ai aussi pris conscience de la difficulté de se faire entendre quand on démarre modestement dans le jeu démocratique : "pot de terre contre pot de fer" !

- Pourtant, tu m'as dit que vous vous étiez constitués en deux cellules dans ta coordination. Vous avez donc bien organisé le mouvement ? ...

- Théoriquement, oui !

Grand soupir de MOHAMADI qui précise : Nous avons créé une "cellule action" et une "cellule politique". Personnellement, j'étais dans la cellule politique qui prenait les décisions. Un exemple de ratage spectaculaire, c'est lorsque la cellule "action" sans en avoir référé à la cellule "politique", décida de tirer des tracts et des affiches du type P.S. = F.N. ! Notre cellule "politique" ne cautionnait évidemment pas cette dialectique subversive enfantée par quelques membres de la coordination.

- Dis-moi, tu sembles bien pessimiste : Les préparations des agoras et des assises sont pourtant issues des coordinations ?

- Tu ne connais pas les dessous du mouvement. Les assemblées générales étaient décevantes. En décembre 1994, à la dernière assemblée, j'ai eu un flash ! ... Je me trouvais au Parlement de la Corée du Nord ... : avec applaudissements des participants, sans textes décisifs, les décisions se prirent dans le chaos ... A l'ouverture des portes, les journalistes conclurent que les étudiants acceptaient la négociation, donc mettaient fin à leur mouvement : ils n'avaient pas réalisé ce qui sonnait faux dans cette assemblée générale. A mes yeux, tout ce qui a suivi, s'est poursuivi dans la confusion.

Je n'ai adhéré ni aux Agoras, ni aux Assises - Pour moi, la démocratie était

bafouée.

- Tu sembles amer ...

- Je le suis. Déçu aussi. C'était un tel espoir. Tu as entendu la déclaration récente de Ph. HENRY ?

Sans l'avouer ouvertement, ne sous-entend-il pas qu'il a été "floué" comme l'ensemble du mouvement ? ... Moi, j'ai l'impression d'un leurre, d'une foutaise ...

- Comment vis-tu actuellement ton entrée dans la vie active ? Vas-tu laisser tomber les bras ?

- Je suis déçu, c'est vrai. J'ai une impression d'échec, mais mes origines sociales difficiles, mes études, me donnent quand même la force de me battre. Je vais présenter mon C.A.P. (certificat d'aptitude à l'enseignement) et je ferai aussi de la politique, car si on n'en fait pas ... la politique nous fait !

- OK. Je te coupe, c'est du déjà dit dans le bouquin. Mais tu as raison !...

Quelles réflexions cette prise de conscience de MOHAMADI nous inspire-t-elle? Dialogue impossible entre le Pouvoir, quel qu'il soit ... et la base ? Les négociations ne sont-elles que des chimères, récupérées ou non, par tout mouvement structuré, syndical, politique, étudiantin ou autre ? MOHAMADI n'avait pas encore lu le livre de BAELCAEN qui dit notamment "Une bonne partie d'entre eux - les étudiants de la base - est convaincue que les étudiants viennent de perdre une longue bataille".

PHILIPPE, notre septième auteur, l'ancien stagiaire devenu un professeur heureux, poursuit la lutte comme MOHAMADI.

JACQUELINE lui résume les réflexions de MOHAMADI quant à son action dans la coordination étudiante de la C.E.S.B.

- Notre ami ne peut être avec nous cet après-midi ; si tu es d'accord, j'aimerais maintenant, avec toi, que nous continuions à comprendre avec ta sensibilité et ton expérience personnelle, quels sont les enjeux fondamentaux pour réussir l'école de demain, celle de l'an 2000 ?!

A ton avis, notre groupe des sept auteurs, dont tu fais partie, va-t-il assez loin dans la recherche de solutions ?

- Je vais d'abord, moi aussi, te dire spontanément ce que je pense du mouvement et des assises. Je pense à de la trahison, à de la déception, vu le souffle de départ. On voulait de nouvelles structures pour que cela bouge ... et puis, pratiquement tout s'écroule ! On se retrouve entre le rêve et la réalité, bref, le camouflet.

- Tout de même, tu étais membre de la cellule AGORA E.P.F.C. (cellule de l'enseignement de promotion sociale) ; tu étais au coeur du dialogue entre les professeurs et les étudiants ; c'est un renouveau depuis 1968 ...

- En principe ... mais sache aussi qu'il y avait peu de représentants d'étudiants, du moins chez nous, dans notre cellule. En outre, le groupe des huit écoles dans l'E.P. E.C. ne facilitait pas le dialogue ; en outre, l'U.L.B., comme la Chambre de Commerce de Bruxelles, nous chapeautaient.

- Je te connais bien, tu étais j'en suis sûre, fonctionnel ... tourmenté, toujours attentif ...

- Je relayais surtout les infos des agoras dans les classes, j'étais "un moteur, un animateur". Je ne sais pas si tu connais bien le milieu de la promotion sociale, mais nous les enseignants, dans ces écoles, nous tenons à promouvoir ce type d'études, nous visons à le valoriser, et aussi à valoriser l'image et les qualités de nos étudiants, au travers de leurs étapes et de leur trajectoire individuelle. Notre objectif principal, il ne faut pas l'oublier, c'est l'insertion dans le monde du travail ... du boulot quoi !

- Pour moi, il y a des gens qui vibrent, qui sont authentiques. Nos jeunes adultes de 18 à 25 ans, sont pleins d'idées intéressantes à creuser, à concrétiser, elles ne sont pas utopiques ; ça, c'est ma vision optimiste, positive.

-Le blanc ... puis le noir ... en quelque sorte.

- Vois-tu, en politique, on ne trouve actuellement aucun résultat concret. En plus, les syndicats essaient de récupérer nos mouvements. Ils ne réagissent que dans le cadre de la défense de l'emploi, visant l'économie seulement ; qu'en est-il donc d'une réflexion concernant le pédagogique ou la qualité du travail, à redéfinir, etc... ?

- Alors, penses-tu aussi à un projet global pour une autre école !

- Pas pour le moment, c'est marginal, on n'a pas le fric, c'est utopique.

- Je suis utopiste et heureuse de l'être ! Mais dis-moi, quels sont les contacts entre vous, les professeurs, et toutes les formes du pouvoir ?

- Les contacts sont difficiles déjà entre enseignants, vu la diversité et la répartition des endroits d'enseignement et des locaux dispersés.

- Combien d'écoles encore ?

- Huit ! Il est insensé de nous imaginer comme étant une institution soudée comme un seul bloc !

- Au-delà de cette réflexion concernant ton milieu scolaire, existe-t-il des sujets quasi tabous ... ?

- Un thème tabou ... J'en vois un et de taille ! En tant qu'enseignants, nous n'avons pas le droit de comparer notre secteur avec celui du privé ... Ni pour nos supérieurs, ni pour les politiques. Un professeur ne doit bénéficier d'aucune reconnaissance promotionnelle ou financière car la productivité, l'efficacité, le taux de réussite et divers mérites, entre autres le bénévolat, ne sont pas pris en compte dans la carrière.

- Tu n'es pas tendre avec le monde politique, mais le syndicat, lui, a cherché le juste combat depuis des années.

- Le syndicat aussi me déçoit. Il s'obnubile seulement sur la défense de l'emploi, sur les atteintes aux congés, sur les abus ; il renforce ainsi l'image négative de l'enseignant et le mal est fait pour des années à venir.

- Nous ne pouvons nous passer des syndicats ! Depuis le siècle passé, ils sont les défenseurs des plus démunis ...

- Pour l'enseignement, actuellement, j'attends un message pédagogique, un projet éducatif valable. Le syndicat commence d'abord par s'agiter sur le thème des sacro-saints congés de maladie ... ! Modulons et étudions l'affaire ... Combien d'abus? ... Qui ose les dénoncer ? Que de cas pénibles aussi. Evitons l'amalgame.

- J'ai connu un grand nombre d'enseignants, épuisés en fin de carrière, à l'aube de la pension, vidés pour avoir beaucoup donné et avoir tout investi moralement et physiquement dans le métier. Malheureusement aussi, j'en ai connu d'autres, minoritaires, qui ont nargué, lors de leur quarantaine, tout le système administratif, depuis le scolaire, passant par le médical, toute inspection confondue.

- Comment en arrive-t-on là ?

- Le système a eu des failles qui deviennent des abysses ... Il a engendré lui-même des abus quasi incontrôlables à ce jour, d'où des règles imbéciles, globales, non modulées comme tu l'évoquais.

Et si nous passions au financement concernant l'enseignement au Nord comme au Sud. Comment en expliques-tu les différenciations ?

- Pour moi, au Nord, on vise plus à l'épanouissement personnel, à la formation globale de l'être, et au Sud, plus à la certification ; donc, comparer les redoublements entre le Nord et le Sud du pays est un non-sens.

- Et le blâme vis-à-vis du taux d'échecs en partie francophone, par le Conseil de l'Europe ?

- Un investissement est nécessaire, mais il faut en parler de façon positive et rentable à long terme. Si nous, ceux de la base, nous avons le temps d'investir, peut-être pourrions-nous envisager un syndicat différent ... mais lequel ?

- Qu'attends-tu pour le créer ?...

- Pas le temps, j'investis ailleurs ... dans mes classes où je suis heureux comme dans ma famille.

L'économiste, Roger DICKBURT, a la cinquantaine musclée, presque encore sportive, et la vivant bien, avec un accent wallon que le populo français distingue mal du "belge" ; un syndiqué actif, gréviste, comme presque tous les protagonistes de ce bouquin ; un socialiste d'origine ouvrière, en adepte non mitigé de la Charte de Quaregnon. Bref, c'est le "Tiche".

GEORGES aborde prudemment ce baroudeur napoléonien. Il n'a pas le temps de lui poser une première question. Le Tiche le toise déjà.

- Tu étais vache comme prof. Et puis, quand je suis devenu économiste-intendant à l'Athénée d'Ixelles, tes parascolaires m'ont fait chier, ... enfin transpirer. Des dépenses imprévues dans le budget. Des coups de téléphone en Corse ou dans la Drôme. Et puis, votre aménagement du bâtiment de la place Cocq, en maison du parascolaire international ; avec les problèmes de court-circuit, de sécurité ; et le Ministère qui vous protégeait, ou plutôt vous utilisait à l'époque - vers 1963 - , ne couvrait pas mes risques d'économiste.

- Continue !

- Les lois comptables m'imposaient un carcan budgétaire, sans échange possible entre les postes, avec risque de tomber dans le pénal. Quand je fus opéré et à l'hôpital, je restais responsable de ce que l'on faisait à ma place dans l'école. Interdiction aussi de faire des recettes. C'est pas comme dans l'enseignement libre. Et rien n'a tellement changé depuis dans la soi-disant autonomie des écoles de ce qu'on appelle la Communauté française, enfin celles dont l'Etat belge s'est débarrassé.

- Quel est ton budget actuel ?

- Je n'ai pas le droit de le communiquer.

- Par élève et par an ?

La calculette fonctionne quelques instants et traduit un chiffre de +/- 30.000 francs pour l'entretien général.

GEORGES : et la gestion, l'entretien, les réparations de bâtiments ? Et puis le problème créé par la suppression de 165 écoles secondaires de moins de 400 élèves ?

- L'enseignement catholique a ses propriétés et les gère, les vend ou les transforme en oeuvres diverses, et grand bien lui fasse !

- Je te suis. Les écoles publiques seront-elles laissées à pourrir et mûrir, vendues au bas prix à des entreprises privées ?

Cela veut donc bien dire que l'Eglise et le capitalisme sont complices dans un démantèlement du service public d'enseigner et que, même les partis de gauche ...

- Arrête ton char, vieux singe. Il se peut que tu ne raisonnes pas si mal. Maintenant, c'est moi qui t'interviewe. C'est quoi ton espoir entre la démocratie et le fric ?

- Nul !

- Tu es vraiment un emmerdeur et je t'aime comme cela. Et le refinancement de l'enseignement ?

- Ce mot vient du dieu Finance. Il n'y a pas d'espoir. La démocratie est soumise à ce dieu intégriste lié à l'argent maffieux des sectes, y compris Rome, à de la spéculation foncière, aux variations du dollar, à la drogue et aux armements. Les maffieux savent où et comment gagner le fric et, notamment sur la dette publique.

- Que veux-tu dire ?

- C'est très simple. L'ensemble du monde capitaliste triche sur l'impôt. Le

budget de l'Etat est donc en déficit. En conséquence, l'Etat - c'est nous, les citoyens et pas seulement Louis XIV - emprunte aux riches voleurs pour assumer ses dépenses publiques, pour les routes, l'enseignement, la médecine, la sécurité sociale, les pensions, la gendarmerie ... et il paie la dette publique à ceux qui l'ont volée.

JULES sourit de la diatribe anarcho-communiste que le TICHE a réussi à tirer de GEORGES. Mais, discutant avec celui-ci, il reste dubitatif comme toujours, lui, l'ancien syndicaliste de la base, devant les points de vue de PHILIPPE et de MOHAMADI, et déclare :

- Je m'émerveille devant l'enthousiasme des jeunes, et, tout aussi vite, je suis désespéré car les politiques - c'est leur mot - ont leur idée ... budgétaire exclusivement. Les Agoras et les Assises ont enfanté des rêves généreux mais si les politiques font passer leur crainte de voir le Nord revendiquer tant et plus en cas de demande de refinancement, alors pourquoi avoir laissé rêver ... C'est une fois de plus de la manipulation.

Pour les profs, seule compte la défense des emplois ou, si vous préférez, l'amélioration des conditions de travail : ce qui suppose donc le maintien global du volume de l'emploi, non !

- Ne crois-tu pas qu'il faut encourager ceux qui luttent ?

- Evidemment, et même si le combat a peu de chance d'aboutir. La démocratie ne se fait pas en un jour : elle se défait sans cesse, et on la remaille. Quant à la politique, c'est un tabou dont on parle aujourd'hui dans les écoles. Nous voilà donc en progrès.

- C'est ce que nous avons aussi vécu dans les années 70 avec nos amis ligures. Nous nous permettions les espoirs les plus fous.